

COMPLEXE Fernand Mourgues Extension du Gymnase



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES LOT 00 – CLAUSES COMMUNES

DCE

SCAPA (LLB)

Janvier 2024

23 / 711

Indice	Date	Nature des modifications

BET STRUCTURE

AXEPLANS 30 rue du pont Saint Jean – 24100 BERGERAC

05 53 57 21 73

be@axeplan.fr

BET FLUIDES

ARGETEC 544 boulevard des saveurs 24660 COULOUNIEUX CHAMIER

05 53 08 41 40

accueil@argetec.fr

BUREAU DE CONTRÔLE

VERITAS LE Carré des Pros Cré@vallée Sud – 24660 SANILHAC

06 72 88 24 13 severin.boutolleau@bureauveritas.com

COORDONNATEUR SPS

M. LAFON Philippe 18 rue de la Commanderie – 33220 PINEUILH

06 11 08 77 32 lafon.csps@wanadoo.fr

Sommaire

00.01. DESIGNATION SOMMAIRE DES TRAVAUX A REALISER.....	2
00.02. LES INTERVENANTS :	2
00.03. LISTE DES LOTS DE TRAVAUX ET CORPS D'ETAT	2
03.1. LISTE DES LOTS	2
00.04. DEFINITION DU CCTP	2
00.05. DEFINITION DES LOTS ET CORPS D'ETATS	3
05.1. LOTS DE TRAVAUX	3
00.06. TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES – REGLES DE L'ART	4
00.07. SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE SUR LE CHANTIER	4
00.08. CRISE SANITAIRE - COVID	4
00.09. PLANNING D'INTERVENTION	4
00.10. CALENDRIER DES TRAVAUX	4
00.11. RELATIONS AVEC LE MAITRE D'ŒUVRE	4
00.12. CARACTERISTIQUES DU SITE – ETAT DES LIEUX	5
00.13. INSTALLATION DE CHANTIER – REPARTITION DES DEPENSES – OBLIGATIONS	5
13.1. RELATIONS AVEC LES CONCESSIONNAIRES ET SERVICES PUBLICS	5
13.2. ECHAFAUDAGE	5
13.3. PLAN D'ORGANISATION DE CHANTIER	5
13.4. ACCES AU CHANTIER	5
13.5. CLOTURES	5
13.6. PROPRETE DU CHANTIER	6
13.7. COMPTE-PRORATA ET REPARTITION DES DEPENSES	7
13.8. INTEMPERIES	7
00.14. PRESTATIONS GENERALES A LA CHARGE DES ENTREPRISES	7
14.1. CONNAISSANCE DU SITE	7
14.2. PLANS D'ATELIER ET DE RECOLEMENT	8
2.a. Plans	8
2.b. Plans de réservations	8
14.3. PLANS DE RECOLEMENT	8
14.4. TRAIT DE NIVEAU	8
14.5. DOE	8
00.15. CONDITIONS TECHNIQUES D'EXECUTION DES TRAVAUX	8
15.1. TROUS SCELLEMENTS ET MENUS OUVRAGES	9
15.2. PROTECTION DES OUVRAGES EXECUTES	9
15.3. DEGRADATIONS EN PHASE CHANTIER	9
00.16. GARANTIES ANNUELLES, BIENNALES ET/OU DECENNALES	9

00.01. DESIGNATION SOMMAIRE DES TRAVAUX A REALISER

Les prestations à réaliser au titre du présent marché, concernent :

COMPLEXE Fernand Mourgues
Extension du Gymnase

00.02. LES INTERVENANTS :

MAITRE D'OUVRAGE :
Ville de GARDONNE
Rue de la Mairie – 24680 GARDONNE

MAITRISE D'OEUVRE
Agence SCAPA Architectes Associés
Rue de l'Innovation – Cré@vallée Nord –
24660 COULOUNIEUX CHAMIER – Tel 05 53 63 36 36 – email scapa@scapa.archi

Bureau d'Etudes Structure
AXEPLANS
30 rue du pont Saint Jean – 24100 BERGERAC be@axeplan.fr

Bureau d'Etudes Fluides
ARGETEC
544 boulevard des saveurs 24660 COULOUNIEUX CHAMIER accueil@argetec.fr

BUREAU DE CONTRÔLE
VERITAS
LE Carré des Pros Cré@vallée Sud –
24660 SANILHAC severin.boutolleau@bureauveritas.com

COORDINATEUR SPS
M. LAFON Philippe
18 rue de la Commanderie 33220 PINEUILH lafon.csps@wanadoo.fr

00.03. LISTE DES LOTS DE TRAVAUX ET CORPS D'ETAT**03.1. LISTE DES LOTS**

- 01 - Déconstruction - Gros œuvre
- 02 - Charpente métallique -Couverture métallique - Bardage
- 03 - Menuiseries extérieures - Serrurerie
- 04 - Plâtrerie Isolation - Faux Plafonds - menuiseries intérieures - peinture
- 05 - Revêtements Sols collés et scellés
- 06 - Chauffage - Equipements sanitaires –
- 07 - Electricité CFO CFA
- 08 - Tribunes
- 09 - Aménagements extérieurs

00.04. DEFINITION DU CCTP

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) vient préciser l'ensemble des prestations que l'entrepreneur doit prévoir dans son offre. L'entreprise devra notamment comprendre dans son offre, sous peine de nullité :

- l'ensemble des études et travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages,
- la découverte d'erreurs ou d'omissions dans le descriptif établi par le maître d'œuvre, celui-ci devant être immédiatement informé de ces erreurs ou omissions ; dans tous les cas, l'entreprise s'engage à effectuer l'intégralité des travaux prévus au devis descriptif ou représentés sur les plans,

Toute omission en limite de prestations entre corps d'état sera à la charge de l'entreprise.

Toutes les côtes portées aux plans sont à vérifier sur place avant commande de fourniture ou travaux.

00.05. DEFINITION DES LOTS ET CORPS D'ETATS

05.1. LOTS DE TRAVAUX

Les travaux faisant l'objet du présent CCTP sont divisés en "lots de travaux" pouvant donner lieu chacun à un marché de travaux.

Un même soumissionnaire pourra se voir attribuer plusieurs lots.

Dans ce cas, l'entreprise est tenue de présenter une offre chiffrée pour chaque lot qu'elle souhaite se voir attribuer, de telle sorte que le jugement des différentes offres ou propositions reçues puisse être fait pour chaque lot considéré séparément.

Définition des prescriptions générales et particulières

Chaque lot est divisé en deux parties :

- PRESCRIPTIONS GENERALES :

Celles-ci contiennent les dispositions réglementaires, les modes opératoires courants et l'obligation d'une assurance qui s'appliquent généralement à toutes les opérations.

En ce qui concerne la partie réglementaire :

Les références aux différentes normes (NF, EN, UTE, ISO, etc.) incluent, quand elles existent, les différentes parties de ces normes ;

Les dates indiquées en fin de libellé sont celles de la prise d'effet de la dernière mise à jour du document.

- PRESCRIPTIONS PARTICULIERES :

Celles-ci ont pour rôle de définir précisément, à propos de chaque ouvrage :

- sa nature et celle de ses principaux composants ou accessoires ;
- ses particularités de mise en œuvre ;
- ses caractéristiques qualitatives et dimensionnelles ;
- sa localisation dans l'ouvrage.

Le C.C.T.P et les plans renseignent les entrepreneurs sur la nature et l'importance des travaux à réaliser, néanmoins les prévisions et descriptions n'ont pas de caractère limitatif, les entrepreneurs devront comme étant compris dans leur prix forfaitaire, sans exception ni réserve tous les travaux de leurs professions utiles au parfait achèvement de l'ouvrage considéré.

Chaque entrepreneur devra prendre connaissance de l'ensemble du dossier D.C.E., non seulement dans les articles concernant son lot mais également il devra tenir compte des ouvrages décrits aux chapitres concernant les autres lots, afin d'avoir une parfaite connaissance de l'ouvrage à bâtir et afin que nulle incidence existe entre les différents corps d'états, aucune augmentation des prix du marché ne sera accordée en raison d'imprévision technique d'une ou plusieurs entreprises.

En cas d'erreur, d'omissions, ou de manque de concordance entre le présent document et les plans, le ou les entrepreneurs concernés devront signaler cette anomalie à la remise de leur offre, au Maître d'Ouvrage, tout manquement à cette règle entraînera automatiquement la mise en cause de la responsabilité de l'entrepreneur concerné par cette anomalie.

Les entrepreneurs devront suppléer par leurs connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être mal ou imparfaitement indiqués en cas de doute, ils se référeront immédiatement au Maître d'Ouvrage.

En conséquence, les entrepreneurs ne pourront jamais prétendre que des erreurs ou omissions aux plans et C.C.T.P puissent les dispenser d'exécuter tous les travaux qui incombent à leurs professions, ou justifier une demande de supplément sur les prix forfaitaires du marché.

Il est aussi rappelé que le dossier est complété par l'ensemble des diagnostics établis sur commande de la Maitrise d'Ouvrage.

00.06. TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES – REGLES DE L'ART

Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art et à la réglementation française telle qu'elle se trouvera être en vigueur un mois avant la date d'établissement de l'offre. En particulier, les travaux seront conformes aux prescriptions techniques contenues dans les lois, décrets, arrêtés et circulaires applicables en France, ainsi que dans les cahiers des clauses techniques générales, les documents techniques unifiés.

00.07. SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE SUR LE CHANTIER

Les entrepreneurs veilleront scrupuleusement au respect des règles de sécurité concernant le travail des ouvriers, la protection des baies libres, trémies, etc. Les dispositions réglementaires de protection, d'hygiène et de sécurité seront conformes aux prescriptions des lois, décrets, arrêtés et règlements en vigueur. Les indications figurant dans les documents établis par le coordonnateur S.P.S. seront rigoureusement respectées. Tous les travaux nécessaires au respect des spécifications concernant la sécurité et la santé sont réputés compris dans l'offre de l'entreprise.

00.08. CRISE SANITAIRE - COVID

Les entreprises prendront connaissance des préconisations du Coordonnateur SPS

00.09. PLANNING D'INTERVENTION

Selon planning OPC

00.10. CALENDRIER DES TRAVAUX

La durée d'intervention pour l'exécution de ce projet est fixée dans l'acte d'engagement. Un calendrier enveloppe est joint au Dossier de Consultation des Entreprises. Ce calendrier enveloppe prévisionnel est donné à titre indicatif et ne pourra être pris comme référence ultérieure car seul le planning définitif d'exécution, qui sera établi après diffusion des ordres de services de démarrage des travaux et signé par les entreprises, sera considéré comme contractuel. Il n'y aura pas de périodes neutralisées pour cause de congés ou de fermeture des entreprises. Les entreprises retenues ne pourront élever aucune réclamation sur ce point. Il appartient à chaque entrepreneur

- de gérer les éventuels arrêts de travail de ses salariés en effectuant des rotations internes.
- de gérer ses commandes et livraisons, aucun retard ne sera accepté pour les approvisionnements en matière première pour cause de fermeture ou congés de fournisseurs de chaque entreprise.

Les seules prolongations de délais acceptées sont celles imposées par des modifications de programme en provenance du Maître d'Ouvrage (s'il y a lieu) et par lui acceptées. Ce document deviendra contractuel et servira de base à l'application de pénalités en cas de retards.

00.11. RELATIONS AVEC LE MAITRE D'ŒUVRE

Avant le démarrage des travaux, les entrepreneurs devront communiquer au Maître d'œuvre, le nom et le numéro de téléphone portable du Chef d'Equipe ou du Conducteur de Travaux qui sera son représentant et à qui le Maître d'œuvre pourra à tout moment donner les consignes et ordres relatifs à la conduite des opérations. Dès réception de l'ordre de service, les entrepreneurs devront effectuer une reconnaissance des travaux à effectuer, sous l'autorité du Maître d'œuvre.

Aucune commande ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été matérialisée par les signatures des fiches ou validé dans le compte rendu de chantier.

00.12. CARACTERISTIQUES DU SITE – ETAT DES LIEUX

Les entreprises sont réputées avoir pris connaissance du site et de ses abords.
Le site sera mis à disposition des entreprises dans son état actuel.
Lors de la mise en route du chantier, il sera procédé contradictoirement en présence d'un représentant du maître d'ouvrage, d'un représentant du maître d'œuvre, et d'un représentant de chaque entreprise, à un constat des lieux (prévu par le lot VRD), et notamment des éléments pérennes du site, qu'il s'agisse d'ouvrages existants ou de végétaux devant être conservés, et des voies adjacentes. Un nouveau constat sera réalisé en fin de chantier lors de l'opération préalable à la réception des travaux pour dresser un bilan.

00.13. INSTALLATION DE CHANTIER – REPARTITION DES DEPENSES – OBLIGATIONS

Pour tout ce qui concerne l'installation de chantier, la gestion du compte prorata, la sécurité et la propreté du chantier se sont les documents du coordonnateur SPS et OPC qui prévaudront.

L'entreprise de Gros-œuvre devra soumettre au visa du Coordonnateur SPS, de l'OPC et au Maître d'œuvre le plan des installations proposées et conformes aux prescriptions du CSPS.

13.1. RELATIONS AVEC LES CONCESSIONNAIRES ET SERVICES PUBLICS

L'ensemble des démarches dues par les entreprises (selon spécifications du PGC) seront à anticiper notamment pendant la période de préparation.

13.2. ECHAFAUDAGE

Chaque entreprise prévoira la fourniture et la mise en place des échafaudages ou tout moyen équivalent (hors échafaudage sur console) nécessaires à sa prestation.

Les échafaudages seront conformes à la recommandation R408 de la CNAM des Travailleurs Salariés adoptée le 10 juin 2014.

13.3. PLAN D'ORGANISATION DE CHANTIER

L'entrepreneur du Gros œuvre a à sa charge, l'établissement du plan d'organisation du chantier.

Ce plan est établi en accord avec le coordonnateur SPS et les différents intervenants et définira entre autres :

- les dispositions d'accès, de voiries provisoires, parkings, etc.
- les emplacements des engins de levage, bétonnières, aires de coffrage et de ferrailage, dépôts de matériaux, de gravois
- les emplacements des magasins, cantines et bureaux ainsi que tous les locaux d'hygiène les emplacements de stockage de terre.

13.4. ACCES AU CHANTIER

- L'accès chantier se fera suivant les plans de chantier.

L'entreprise de Gros Œuvre devra prévoir la signalisation « accès chantier » ainsi que celle prévue pour les tiers « attention danger – ralentir - sortie de chantier »

- Il faudra prévoir des hommes de trafic pour assurer les manœuvres des véhicules en toute sécurité.

13.5. CLOTURES

L'entreprise ayant la charge des clôtures de chantier (telle que définie au PGC) devra prendre toutes les protections nécessaires à l'égard du public. Cette clôture sera constamment révisée pour son maintien en bon état.

L'entreprise aura à sa charge le remplacement de la clôture de chantier dès qu'une dégradation sera constatée.

Y compris portail sur lequel sera affiché :

Port du casque obligatoire

Accès interdit à toutes personnes étrangères au chantier

Accès chantier

Sortie de chantier

Nota : Les portails seront fermés par cadenas.

Y compris signalisations diverses :

Signalisation routière : d'approche, de position, de fin de prescription
Signalisation pour la protection des passants : par panneaux indiquant un autre itinéraire.
Signalisation pour la gestion des flux des établissements proches, des résidents, etc... par des panneaux indiquant la direction à suivre.
Panneaux (accès interdit à toutes personnes étrangères au chantier) positionnés tous les 20 mètres sur le pourtour des clôtures.
Panneaux (danger sortie de chantier) positionnés à la sortie de chaque phase de travaux

13.6. PROPRETE DU CHANTIER

L'état de propreté du chantier sera consigné sur chaque compte-rendu.

AU COURS DES TRAVAUX,

Le chantier devra être tenu en parfait état de propreté par chaque intervenant.

Il doit le nettoyage parfait des locaux dans lesquels il travaille ou qu'il emprunte pour l'exécution de ses travaux.

La gestion des gravois sera faite selon prescriptions du Plan Général de Coordination.

Les sols seront livrés par le gros œuvre et le plâtrier aux entreprises du second œuvre parfaitement nettoyés, exempts de toutes traces de mortier ou de plâtre, soigneusement balayés.

Chaque Entrepreneur intervenant sur le chantier devra toujours immédiatement après exécution de ses travaux dans un local ou groupe de locaux donnés, procéder à l'enlèvement de ses gravois dans les bennes prévues à cet effet et au balayage des sols.

Il sera formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures en façades, mais ils devront toujours être sortis soit par goulotte soit en sacs ou par seau.

En résumé, le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et chaque Entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet.

L'entrepreneur de GROS OEUVRE devra l'enlèvement de ces gravois à la charge du compte prorata.

Si le nettoyage journalier et la descente des gravois n'étaient pas réalisés par les Entreprises de second œuvre, ceux-ci seront effectués par simple ordre du Maître d'œuvre porté au procès-verbal de réunion de chantier par l'entreprise désignée pour le contrôle quotidien ci-dessus qui ne pourra se récuser et qui facturera directement à l'entreprise responsable si celle-ci a pu être déterminée, et au compte prorata dans les autres cas.

Tous les frais de nettoyage resteront à la charge de chaque Entrepreneur. Dans le cas de non-respect des prescriptions ci-dessus, l'Architecte pourra à tout moment faire procéder par l'un des Entrepreneurs de l'opération ou par une entreprise extérieure de son choix aux nettoyages et sorties de gravois : les frais en seront supportés par l'Entrepreneur en cause ou dans le cas où le responsable ne pourra être défini ils seront portés au compte prorata.

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au Maître de l'ouvrage au plus tard le jour de la réception des travaux.

Cette remise en état des lieux se fera dans les conditions suivantes :

- chaque Entrepreneur enlèvera ses propres installations, matériels et matériaux en excédent et remettra les emplacements correspondants en état à ses frais.
- l'Entrepreneur de Gros-œuvre aura en plus à enlever, à ses frais, tous les ouvrages provisoires et installations réalisés par ses soins en début de chantier.
- cet Entrepreneur aura également à enlever toutes les installations de chantier communes, bureaux de chantier. etc. réalisés par ses soins en début de chantier

Il est d'autre part stipulé, que tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition des Entrepreneurs, ne seront pas démontées et les lieux remis en état, les Entrepreneurs resteront seuls responsables de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier

NETTOYAGE FINAL

Les nettoyages pour la réalisation des Opérations Préalables à la Réception ainsi que celui pour mise à disposition de la Maitrise d'Ouvrage sont décrits et prévus au lot peinture. L'intervention du peintre se fera lorsque chacun des intervenants aura enlevé l'ensemble de ses déchets, emballages et gravois.

13.7. COMPTE-PRORATA ET REPARTITION DES DEPENSES

Les organes de gestion sont le gestionnaire du compte et le comité de contrôle. Le gestionnaire du compte sera le lot gros œuvre. Il assurera la tenue du compte, le règlement des dépenses et la répartition entre les divers intervenants. Il peut demander des avances aux autres entrepreneurs. En fin de chantier, il effectuera la répartition des dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entreprise.

Il sera assisté d'un Comité de Contrôle composé de représentant des entreprises avec au moins :

- Un représentant des lots « structure »
- Un représentant des lots de « second œuvre »
- Un représentant des lots « d'équipements » (électricité, plomberie, chauffage, etc...)

Les diverses entreprises règlent d'un commun accord les dépenses suivantes (compte prorata), dans la mesure où elles n'ont pas été mises par le marché à la charge d'une entreprise déterminée :

- Abonnements et consommations eau, téléphone et électricité de chantier.
- Evacuation des bennes à déchets
- Nettoyage hebdomadaire des parties communes du chantier, des postes de travail et abords du chantier.
- Entretien et nettoyage périodique de la base de vie et vestiaire/réfectoire.
- Tous les points énumérés au PGC

L'action du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

13.8. INTEMPERIES

Sont comptées comme journées d'intempéries, les journées où le travail est arrêté conformément aux dispositions de l'article L 73 1-2 du code du travail.

Les entreprises devront fournir un relevé météo dit « relevé chantier »

00.14. PRESTATIONS GENERALES A LA CHARGE DES ENTREPRISES**14.1. CONNAISSANCE DU SITE**

Qu'elles figurent ou non dans le corps du descriptif détaillé, les prestations ci-après sont dues par les entreprises attributaires et sont réputées comprises dans le montant du marché :

- La visite des lieux et la prise en compte de toutes les sujétions d'exécution :

Les entrepreneurs sont réputés par le fait de leurs soumissions avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement du chantier, des conditions générales et locales, et avoir fait à ce sujet toutes les prévisions utiles, notamment sur la nature des travaux à effectuer et les difficultés de service et toutes conditions particulières : accès du chantier, possibilité de stockage, état et nature du terrain, état des propriétés mitoyennes, disponibilité en eau et énergie électrique, etc.

Les entrepreneurs reconnaissent avoir jugé sur place de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit influencer sur l'exécution, la qualité et le prix des ouvrages à exécuter.

Le phasage des travaux ainsi que les incidences que cela peut avoir sur leurs prestations doivent être intégrées dans leur offre.

Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorance quelconque au sujet de l'état des lieux pour prétendre à des suppléments de prix ou pour se dispenser d'exécuter les travaux qui incombent à leur profession.

- La prise en compte de tous les éléments relatifs à l'ensemble des lots
- Les essais et vérifications prévues aux DTU pour les ouvrages afférents à leur lot
- L'établissement et la fourniture des plans de récolement des ouvrages exécutés (nombre d'exemplaires selon CCAP) selon les prescriptions du maître d'œuvre,
- La participation aux réunions de chantier dès lors que l'entrepreneur y aura été invité par l'architecte ou le responsable de l'OPC.
- La participation aux réunions de chantier dès lors que l'entrepreneur y aura été invité par le maître de l'ouvrage

14.2. PLANS D'ATELIER ET DE RECOLEMENT

2.a. Plans

Les plans devront être établis en coordination avec les autres lots et suffisamment tôt pour qu'ils soient examinés et approuvés par la Maitrise d'Ouvrage, la Maitrise d'œuvre et le Bureau de Contrôle. Ces plans d'atelier devront d'autre part respecter très fidèlement les côtes du dossier d'appel d'offres, sauf dérogation écrite de l'Architecte.

Toute erreur ou omission affectant ce dossier devra être signalée au Maître d'Ouvrage dans l'offre initiale, faute de quoi leurs conséquences financières éventuelles seront à la charge exclusive de l'entreprise.

2.b. Plans de réservations

Les plans de réservation doivent être faits sur les fonds de plan béton (sauf pour les lots menuiseries). Ils doivent avoir un numéro, une date, le cartouche de l'entreprise qui les envoie.

Pour les plans que l'on reçoit par courriel ils doivent aussi être tracés dans l'espace papier, comme s'ils étaient imprimés.

Tous les plans de réservation doivent être envoyés par courrier et courriel à l'Architecte, au Maître d'Ouvrage à l'entreprise de Gros-Œuvre ainsi qu'aux bureaux d'étude structure et fluides.

Les plans informatiques sont une aide en vue de la retranscription et permettent d'être plus réactif. Mais ce sont les plans papier qui font foi et qui devront donc être diffusés aux intervenants.

Les plans de réservation doivent être imprimés au 1/50.

Pour les plans de réservations menuiseries intérieures et extérieures, chaque ouverture concernée doit être numérotée sur un plan de repérage architecte. Ce numéro étant ensuite repris dans le carnet de plan et de réservations. Il sera en concordance avec la numérotation des pièces telle que figurée sur les plans architectes.

14.3. PLANS DE RECOLEMENT

Après exécution de ses travaux :

L'entrepreneur de chaque lot devra remettre au Maître d'Œuvre un dossier complet des ouvrages exécutés, y compris notice descriptive de fonctionnement des équipements et notice d'entretien. (Dossier papier (nombre d'exemplaires défini au CCAP) + un dossier informatique au format PDF et DWG)

14.4. TRAIT DE NIVEAU

L'entreprise titulaire du lot Gros-œuvre aura à sa charge le traçage du trait de niveau à 1 mètre du sol fini. Ce repère sera tracé de façon très lisible. Les entreprises des différents corps d'états devront se refuser à toutes interventions en l'absence de ce trait de niveau. Ce trait de niveau sera reporté sur les doublages ou tout autre support et ce autant de fois que nécessaires.

14.5. DOE

Chaque entreprise devra remettre un Dossier des Ouvrages Exécutés et un exemplaire dématérialisé (nombre d'exemplaires selon CCAP)

La remise de ce document conditionne l'établissement du Décompte Général Définitif

00.15. CONDITIONS TECHNIQUES D'EXECUTION DES TRAVAUX

Tous les ouvrages doivent être réalisés avec les matériaux ou fournitures de la meilleure qualité dans l'espèce indiquée avec mise en œuvre dans les règles de l'art, tant au point de vue technique qu'au point de vue esthétique.

15.1. TROUS SCELLEMENTS ET MENUS OUVRAGES

L'entreprise de maçonnerie doit prévoir toutes les incorporations au Gros-œuvre.

Elle réserve, à ses frais, tous les percements, passages pour bâtis, huisserie, dormants, scellements, etc. pratiqués dans le gros œuvre pour les ouvrages des lots secondaires. Les demandes de réservation devront parvenir à l'entreprise de maçonnerie pendant la période de préparation, faute de quoi les travaux seront réalisés après coup en régie aux frais de l'entreprise défaillante.

Les entrepreneurs du second œuvre doivent tous les percements qui leurs seront nécessaires dans les autres matériaux que ceux constituant le Gros-œuvre.

Chaque entrepreneur doit tous les raccords, scellements, bouchements, calfeutrements, joints plastiques ou autres indispensables à un parfait et complet achèvement de tous les travaux de son lot et ceci dans tous les matériaux.

En cas de désaccord entre entrepreneurs, l'imputation sera décidée par le maître d'œuvre.

15.2. PROTECTION DES OUVRAGES EXECUTES

L'entrepreneur est tenu pour responsable des ouvrages de son lot et en doit la protection jusqu'à la réception. Il doit donc les protéger contre les risques de détérioration, de vol ou de détournement. De plus, pendant l'exécution de ses propres travaux, il doit prendre les précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradation aux matériaux ou ouvrages des autres entrepreneurs.

Si des détériorations sont constatées en cours de chantier elles seront réparées aux frais de l'entrepreneur responsable, à charge pour lui de se faire couvrir par son assurance.

Si l'auteur des dégradations ne peut être identifié, la remise en état sera à la charge du compte prorata.

Ces réparations ou remises en état, quoique étant exécutées pendant le délai contractuel, n'entraîneront pas d'augmentation de ce délai.

15.3. DEGRADATIONS EN PHASE CHANTIER

L'entrepreneur est responsable des dégâts occasionnés sur les prestations des autres corps d'état.

00.16. GARANTIES ANNUELLES, BIENNALES ET/OU DECENNALES

L'entrepreneur garantit formellement la conformité de ses ouvrages à la réglementation nationale en matière de construction.

Cette garantie, d'une durée d'un an, implique le remplacement dans les plus brefs délais, de toute partie d'ouvrage reconnue défectueuse, ainsi que la remise en état pendant cette période de tout élément qui se serait détérioré dans des conditions d'utilisation normale.

Les fournitures et les réparations faites seront garanties pendant un nouveau délai d'un an, et dans les mêmes conditions que lors des travaux initiaux.

Par ailleurs, la date de réception avec ou sans réserve constitue l'origine de la garantie biennale et/ou décennale des ouvrages, pour application des articles 1792 et 2270 du Code